

Réponse à la Question

La Situation au Soudan et les Objectifs Américains

(Traduit)

Question:

« Les combats entre l'armée soudanaise et la milice des Forces de soutien rapide ont récemment atteint leur paroxysme dans l'État du Kordofan du Nord, au centre-sud du Soudan... » (Al-Araby Al-Jadeed, 28/7/2026). Les affrontements se poursuivent depuis plus de trois ans, en particulier depuis que les Forces de soutien rapide se sont emparées d'El-Fasher le 26/10/2025 et que l'armée s'en est retirée. La proposition américaine présentée par l'envoyé des États-Unis, Massad Boulos, le 20/6/2026, prévoyant une trêve de trois mois, n'a pas atténué l'escalade de ces combats. Vers quoi les choses s'achèment-elles donc au Soudan ? Que cherche à obtenir l'Amérique par la solution qu'elle propose ? Et est-il possible d'y parvenir prochainement ? Qu'Allah vous récompense par le bien.

Réponse:

Afin d'éclairer les réponses aux questions ci-dessus, nous passerons en revue les éléments suivants:

1- Les Forces de soutien rapide ont signé la Charte constitutionnelle soudanaise le 22/2/2025 dans la capitale kényane, Nairobi. Par la suite, l'Alliance fondatrice soudanaise (Ta'sis) fut officiellement établie. Cette alliance (coalition) a annoncé le samedi 26/7/2025 la formation d'un gouvernement parallèle aux autorités officielles du pays. « Le porte-parole de l'alliance, Alaa Eddine Naqd, a annoncé depuis Nyala, capitale de l'État du Darfour du Sud, dans un communiqué diffusé sur la plateforme X, que l'organe dirigeant de l'alliance avait tenu une réunion et décidé de former un conseil présidentiel composé de 15 membres, présidé par le commandant des Forces de soutien rapide, Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), avec pour adjoint le chef du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, Abdel Aziz al-Hilu, et Mohamed Hassan al-Taïchi comme Premier ministre. » (Al-Jazirah, 27/7/2025)

2- Le 26/10/2025, les Forces de soutien rapide (FSR) ont annoncé leur mainmise sur El-Fasher, capitale de l'État du Darfour du Nord, dans l'ouest du Soudan, qu'elles assiégeaient depuis mai 2024. La ville revêt une importance stratégique en raison de sa situation sur les frontières avec la Libye et le Tchad ainsi que face aux villes occidentales de la région du Darfour. Elle est en outre la capitale administrative et politique. Sa prise revêt un poids symbolique, sans parler de sa portée historique en tant que capitale du Sultanat du Darfour (1604-1874), ce qui renforce d'autant sa valeur symbolique dans le récit du gouvernement parallèle de l'« Alliance fondatrice soudanaise » (Ta'sis). « Les FSR ont annoncé dimanche s'être emparées d'El-Fasher, assiégée depuis plus d'un an. Cette évolution signifie que les FSR ont consolidé leur contrôle sur les cinq États du Darfour, et que le pays s'est de fait scindé en deux parties : une région orientale sous le contrôle de l'armée soudanaise et une région occidentale sous celui des FSR. » (Al Jazeera, 28/10/2025). El-Fasher était le seul des cinq États du Darfour que les FSR n'avaient pas encore conquis.

3- Ainsi, à la suite de la mainmise des Forces de soutien rapide sur le Darfour, le dessein américain, planifié de longue date, de séparer le Darfour du Soudan s'est concrétisé. L'armée soudanaise a contribué à ce résultat en annonçant son retrait de la ville sous prétexte d'empêcher une destruction systématique et le massacre de civils, alors qu'il est notoire qu'elle a livré la ville aux FSR sur les instructions ou à l'instigation de l'Amérique, afin de mettre en œuvre ce plan. Nous l'avons clairement exposé dans notre « Réponse à une question » publiée le 3/11/2025, où il était dit:

[Une preuve supplémentaire du rassemblement par l'Amérique des délégations de ses deux agents à Washington est la suivante : « Un responsable diplomatique a confirmé hier, jeudi, que le Quartet (les États-Unis, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte) se réunirait

aujourd'hui à Washington avec des représentants de l'armée soudanaise et des Forces de soutien rapide afin de pousser les deux parties vers une trêve humanitaire de trois mois. Il a déclaré que l'objectif était "d'exercer une pression unifiée pour consolider le cessez-le-feu et permettre à l'aide humanitaire de parvenir aux civils" », Al-Arabiya, 24/10/2025]. Cela signifie que la concomitance entre l'assaut des FSR sur El-Fasher, son évacuation par l'armée soudanaise et la réunion de Washington ne laisse aucun doute : la décision de livrer cette ville stratégique aux FSR a été prise à Washington, et les deux parties soudanaises ont immédiatement entrepris de l'appliquer sur le terrain, soit deux jours plus tard, le résultat étant acquis le troisième jour.] **Fin de citation.**

4- Après la prise d'El-Fasher par les Forces de soutien rapide le 26/10/2025, le Conseil présidentiel du gouvernement parallèle a annoncé, le 1/6/2026, des décisions relatives à une armée nationale unifiée ainsi qu'aux services de sécurité, de défense et de renseignement, visant à organiser la gestion des dossiers de la sécurité nationale et de la défense durant la période de transition (Sky News Arabia, 1/6/2026). Tout cela démontre que les États-Unis planifiaient depuis longtemps de livrer El-Fasher aux FSR. Il semble qu'ils attendaient simplement le moment et les circonstances propices. Il ressort clairement de tout ceci que les États-Unis poursuivent une stratégie soigneusement orchestrée visant à diviser le Soudan en édifiant un État sur le terrain, étape par étape : par la Charte de Nairobi, la proclamation du gouvernement parallèle, les nominations ministérielles et les décisions concernant l'armée et les services de renseignement. En premier lieu, l'ossature constitutionnelle de l'entité à établir à l'ouest a été préparée par la Charte de Nairobi ; puis l'institutionnalisation politique de cette entité a été annoncée au monde à travers la formation du gouvernement parallèle dirigé par Hemedti et la nomination d'al-Taïchi comme Premier ministre, suivies des décisions relatives aux ministères et au système bancaire. Il ne restait plus qu'à transférer le gouvernement parallèle, dont la capitale est Nyala, vers El-Fasher, qui revêt une importance symbolique et demeure la capitale administrative et politique de l'État.

5- Puis, le 20/6/2026, une nouvelle proposition américaine a vu le jour par l'intermédiaire de l'envoyé spécial du président des États-Unis pour les affaires arabes et africaines, Massad Boulos, appelant à l'acceptation du statu quo. Son document actualisé, adressé au gouvernement soudanais, proposait une trêve humanitaire globale et immédiate de 90 jours sur l'ensemble du territoire, afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux nécessiteux, de protéger les civils et de remettre en état les infrastructures, les installations et les services publics. Le document proposait également « la mise en place d'un mécanisme onusien, avec la participation de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, destiné à appuyer des retraits militaires limités qui faciliteraient l'acheminement de l'aide humanitaire, protégeraient les civils, créeraient les conditions du retour des personnes déplacées, et à instituer un comité de coordination chargé de superviser la mise en œuvre de l'accord, assorti de mécanismes de suivi et de règlement des différends susceptibles de survenir durant la trêve. » Le document appelait en outre « à mettre à profit la période de trêve pour négocier un cessez-le-feu permanent et engager un processus de transition dirigé par des civils ». Il appelle à « négocier un cessez-le-feu permanent et les arrangements sécuritaires y afférents, y compris des mesures de retrait et de redéploiement des troupes là où cela s'avère nécessaire, en accordant la priorité aux États du Darfour du Nord et du Kordofan du Nord lors de la première phase, conformément au mécanisme onusien, parallèlement à la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, au regroupement des forces dans des camps et à d'autres mesures connexes ». Le document stipule également « le maintien d'une armée nationale unifiée, responsable devant un gouvernement civil indépendant et élu, ainsi que le déploiement d'observateurs internationaux dans le cadre du mécanisme onusien ».

6- La trêve incluse dans la proposition américaine, sous prétexte d'acheminer l'aide humanitaire, dès lors qu'elle est conclue avec un groupe rebelle séparatiste tel que les Forces de soutien rapide (FSR), revient à reconnaître leur entité et à cautionner leurs agissements. De même, lorsque le document évoque des « arrangements sécuritaires, y compris des mesures de retrait et de redéploiement des forces », il confirme la pérennité de la présence des FSR et se garde de toute mention de leur démantèlement ou de la fin de leur existence. Il appelle même implicitement à leur maintien lorsqu'il réclame leur redéploiement. Cela met sur un pied d'égalité l'armée nationale et ceux qui cherchent à la démanteler, à savoir les FSR. Le document réclame par ailleurs des « retraits militaires limités » sous prétexte de « faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, de protéger les civils et de créer les conditions du retour des personnes déplacées », ce qui confirme

la préservation de ces forces sans leur dissolution. Ce document consacre la légitimité de l'existence et de la domination des Forces de soutien rapide lorsqu'il appelle à « une trêve humanitaire globale et immédiate de 90 jours sur l'ensemble du territoire » et lorsqu'il appelle à « mettre à profit la période de trêve pour négocier un cessez-le-feu permanent et engager un processus de transition conduit par une autorité civile ». Il ne qualifie pas les FSR de forces séparatistes et rebelles, mais reconnaît au contraire leur gouvernement sécessionniste destiné à diviser le Soudan.

Il convient de noter que la dernière proposition américaine n'est pas une initiative nouvelle, mais bien la reprise de la proposition avancée précédemment par le Quartet — composé des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et des Émirats arabes unis — le 12 septembre 2025. Cette proposition appelle à une trêve humanitaire de trois mois comme voie vers un cessez-le-feu permanent.

7-La réponse soudanaise à la dernière proposition américaine, formulée le 20/6/2026, a été remise le 25/6/2026. Les détails de cette réponse ont été publiés ultérieurement. Le réseau Al Jazeera, le 10/7/2026, citant des sources officielles soudanaises, a rapporté la réponse du gouvernement à la dernière proposition américaine. Ces sources ont indiqué que la réponse « réaffirmait l'engagement du gouvernement à mettre fin à la guerre par la négociation et à instaurer une trêve humanitaire de 90 jours, sous réserve du retrait des Forces de soutien rapide (FSR) de toutes les villes qu'elles contrôlent depuis le 11/5/2023 » — date de la signature de la Déclaration de Djeddah par les deux parties sous le parrainage américano-saoudien. La réponse comportait également : « des garanties quant à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan, la préservation des Forces armées soudanaises en tant qu'armée nationale unifiée, l'intégration en leur sein de toutes les formations militaires, la cessation de l'ingérence étrangère dans les affaires soudanaises, ainsi que l'arrêt de la fourniture d'armes et de mercenaires aux FSR ». Le deuxième volet de la réponse du gouvernement soudanais portait sur le retrait des Forces de soutien rapide des villes et leur regroupement en des lieux désignés, en trois phases : la première phase, à réaliser dans un délai de 30 jours, comprend le retrait de la région du Nil Bleu, de l'État du Kordofan du Nord ainsi que du Darfour du Nord, du Centre et de l'Ouest. La deuxième phase débutera 30 jours après l'achèvement de la première.

Elle implique le retrait des FSR des villes des États du Kordofan occidental et du Darfour du Sud. La troisième phase, qui commencera 30 jours après la deuxième, comprend le retrait des États du Kordofan oriental et méridional. Le point de regroupement désigné est Kaouda, bastion du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (MPLS-N) dirigé par Abdelaziz al-Hilu, allié des FSR. Le troisième volet de la réponse « comportait les détails du processus politique par le biais d'un dialogue soudano-soudanais global débouchant sur un gouvernement civil de transition qui demeurerait au pouvoir jusqu'à la tenue d'élections libres et régulières ». En exigeant des FSR qu'elles se retirent des villes dont elles se sont emparées puis se redéployent en des lieux déterminés, le gouvernement soudanais reconnaît de fait leur existence et empêche leur démantèlement et leur élimination. Il convient de noter que les FSR n'accéderont pas aisément aux exigences gouvernementales de retrait ou de négociation ; sans quoi elles ne se seraient pas rebellées, n'auraient pas commis d'atrocités, ni perpétré les crimes dont elles se sont rendues coupables, ni provoqué le déplacement de millions de personnes. La seule manière de régler la question est d'éliminer résolument les FSR par la force militaire..

8- À l'examen de ce plan, annoncé le 20 juin au Caire par Massad Boulos, conseiller principal de Trump pour les affaires arabes et africaines, il apparaît clairement que ces plans de cessez-le-feu, comme ceux qui les ont précédés, servent en réalité le projet américain de séparer le Darfour du Soudan. Autrement dit, les plans présentés jusqu'ici par les États-Unis visent deux objectifs : premièrement, présenter les FSR comme une entité politique parallèle dotée d'une structure administrative et d'un programme politique, apte à siéger à la table des négociations ; deuxièmement, les États-Unis cherchent à barrer complètement la route à toute reconquête d'El-Fasher par l'armée soudanaise et à consolider la mainmise de Hemedti sur la ville au moyen de ces accords de cessez-le-feu. Il est donc essentiel d'envisager les propositions de cessez-le-feu avancées par les États-Unis, que ce soit par l'entremise de Massad Boulos en personne ou par celle du Quartet, sous cet angle : celui de la préparation graduelle à l'achèvement de la séparation du Darfour et du rattachement de la question des négociations aux autres zones de conflit. De même que les États-Unis ont pris leur temps pour détacher le Soudan du Sud, ils procèdent ici de

la même manière ! Quant à la crise humanitaire au Soudan évoquée dans la proposition, elle n'est d'aucun intérêt pour les États-Unis ni pour Trump!

9- Afin de consolider leur emprise sur le Darfour, les Forces de soutien rapide ont intensifié leurs attaques au-delà du Darfour, précisément dans les trois États du Kordofan qui séparent l'est du Soudan — Khartoum, la capitale, incluse — des cinq États du Darfour désormais sous contrôle des FSR. Là, des avions de combat ont mené des frappes aériennes contre les positions des FSR dans plusieurs villes et villages afin de les contraindre à renoncer à leur offensive sur El-Obeid, capitale de l'État du Kordofan du Nord. Il apparaît que les attaques des FSR au Kordofan et leur tentative de s'emparer d'El-Obeid visent à éloigner le conflit des zones qu'elles contrôlent au Darfour et à en détourner l'attention, afin de les faire oublier. Les FSR combattent dans d'autres régions, qui ne constituent pas leur objectif premier. Une situation analogue s'est produite dans l'État du Nil Bleu, à la frontière éthiopienne, où l'armée soudanaise a annoncé, le 10/7/2026 sur sa plateforme X, son contrôle des localités de Deim Saad et Yara, dans le sud-est du pays, après avoir déjoué une attaque lancée par les FSR et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (MPLS-N). Cela faisait suite à la reprise de la ville stratégique de Kurmuk, dans l'État du Nil Bleu. Il apparaît ainsi que les combats se poursuivront dans d'autres régions pour affermir la mainmise des FSR sur l'ensemble du Darfour, et que le Darfour n'est pas sujet à négociation en vue de son retour au gouvernement : les négociations porteront plutôt sur les autres zones où les combats font rage ! C'est pour cette raison que la ville d'El-Obeid subit depuis des semaines de violentes attaques. Les Nations unies ont mis en garde en mai dernier contre l'escalade des attaques dans la région du Kordofan, qui ont coûté la vie à au moins 880 civils entre janvier et avril 2026. La procureure adjointe de la Cour pénale internationale, Nazhat Shameem Khan, a averti lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 16/7/2026, que les crimes internationaux les plus graves pourraient être sur le point d'être commis à El-Obeid, capitale de l'État du Kordofan du Nord, dans le sud du Soudan. « Il appartient à ce Conseil et à tous les États d'agir maintenant, de prévenir de nouvelles atrocités, d'assumer leurs responsabilités et de veiller à ce que ceux qui risquent de souffrir une fois encore de ce qui se déroule soient protégés », a-t-elle déclaré... (Agence Anadolu, 16/7/2026). Or le devoir consiste à préserver l'unité du Soudan et à défendre chacune de ses parties. Cependant, se focaliser sur les États du Kordofan tout en délaissant les États du Darfour et en s'abstenant d'exiger que l'armée les libère des FSR séparatistes équivaut à accepter la sécession du Darfour et à la passer sous silence, tout en concentrant l'attention sur d'autres États ! C'est pourquoi les combats s'intensifient dans ces régions : « Les affrontements entre l'armée soudanaise et la milice des FSR ont récemment atteint leur paroxysme dans l'État du Kordofan du Nord, au centre-sud du Soudan... » (Al-Araby Al-Jadeed, 28/7/2026). Ainsi les batailles se poursuivent ici et là, hors des États du Darfour, et l'armée continue de combattre dans ces régions jusqu'à ce que vienne l'heure de signer un accord ; à ce moment-là, les négociations porteront sur le retrait de ces forces des zones situées en dehors du Darfour, et le Darfour, lui, demeurera séparé!

10- En conclusion, nous vous réitérons, ô notre peuple au Soudan, l'appel que nous vous avons adressé plus d'une fois, avec sincérité et dévotion envers Allah (Exalté soit-Il) et Son Messager (paix et bénédictions sur lui), implorant Allah que cet appel soit entendu et exaucé — et Allah est le Protecteur des vertueux:

Ô notre peuple au Soudan du grand Islam... le Soudan de la mosquée de Dongola, la première mosquée bâtie par les premiers Musulmans au Soudan... le Soudan de la grande conquête islamique à l'époque du calife Othman, qu'Allah soit satisfait de lui, lorsqu'il ordonna au gouverneur d'Égypte de porter la lumière de l'Islam au Soudan et qu'il y envoya les soldats de l'Islam sous la conduite d'Abdullah ibn Abi as-Sarh, la conquête ayant eu lieu en l'an 31 de l'Hégire. Ainsi l'Islam se répandit rapidement, par la grâce d'Allah, jusqu'à emplir tout le Soudan : du nord au sud et de l'est à l'ouest... Puis il perdura à l'époque des Califes Musulmans... **Ô notre peuple au Soudan,** le Soudan combattant (moudjahid) contre les Britanniques depuis l'année 1896 jusqu'au milieu de la Première Guerre mondiale, en 1916, lorsque fut martyrisé le héros vaillant et pieux Ali ibn Dinar, gouverneur du Darfour — ce savant et moudjahid à qui l'on doit la restauration du miqat de Médine et des gens du Cham, Dhul-Hulayfa, ainsi que le creusement de puits d'eau pour les pèlerins, qui portent son nom jusqu'à ce jour : Abyar Ali.

Ô peuple du Soudan : nous vous appelons à remédier à cette situation avant qu'il ne soit trop tard pour le regret. Mettez fin à ces combats entre les parties en conflit et apportez votre soutien au Hizb ut-Tahrir pour l'établissement du Khilafah Rashidah (Califat Bien Guidé), car c'est là que réside l'honneur de l'Islam et des Musulmans, ainsi que l'humiliation du kufr et des kuffar (la mécréance et les mécréants) ; et gagner la satisfaction d'Allah est bien plus important encore. ﴿إِنَّ فِي ذَلِكَ لَذِكْرَى لِمَنْ كَانَ لَهُ قَلْبٌ أَوْ أَلْقَى السَّمْعَ وَهُوَ شَهِيدٌ﴾ **“Il y a bien là un rappel pour quiconque a un cœur, ou prête l'oreille tout en étant témoin [attentif]”** [Qaf: 37]

Ainsi le Soudan reviendra fort et puissant par l'Islam, l'étendard d'Al-'Uqâb flottant haut, l'étendard de « Il n'est de divinité qu'Allah, Muhammad est le Messager d'Allah » : ﴿وَيَوْمَئِذٍ يَفْرَحُ الْمُؤْمِنُونَ﴾ : **“Et ce jour-là, les croyants se réjouiront * du secours d'Allah. Il secourt qui Il veut, et Il est le Tout-Puissant, le Très Miséricordieux”** [Ar-Rum: 4-5]

15 Safar 1448 AH

29/7/2026 EC